



Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Avis des organismes consultés

Pièce n°10



Dossier Enquête Publique

*Document conforme à celui annexé à la
délibération du Conseil Municipal arrêtant le
projet d'élaboration du PLU en date du
20.07.2023.*

M. le Maire

**ESpace &
TERRitoires**

Études et conseils en urbanisme et aménagement

2, place des Tricoteries
54230 CHALIGNY

Tél : 03 83 50 53 87
Fax : 03 83 50 53 78
Mail : contact@esterr.fr

RECEPTION DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES ET CONSULTEES

PPA consultées	AVIS RECUS
Région Grand Est PPA-urbanisme@grandest.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
DDT 88 laurence.kurtzemann@vosges.gouv.fr	Email envoyé le 27 juillet. Réponse reçue le 26 octobre 2023.
Conseil Départemental 88 : Jérémy SCHOTT jschott@vosges.fr Elisabeth Lejeune elejeune@vosges.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
Chambre d'agriculture 88 romuald.boguenet@vosges.chambagri.fr	Email envoyé le 27 juillet. Réponse reçue le 03 octobre 2023.
CCI 88 cci@vosges.cci.fr j.jacquot@vosges.cci.fr	Email envoyé le 27 juillet. Réponse reçue le 05 septembre 2023
CMA 88 chambre.metiers@cma-vosges.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
UDAP 88 udap.vosges@culture.gouv.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
CDPENAF ddt-seaf-mpcc@vosges.gouv.fr En copie : laurence.kurtzemann@vosges.gouv.fr	Email envoyé le 27 juillet. Réponse reçue le 26 septembre 2023.
ARS ars-grandest-dt88-delegue@ars.sante.fr	Email envoyé le 27 juillet. Réponse reçue le 13 octobre.
DDCSPP ddcspp@vosges.gouv.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
ONF Grand Est dt.grand-est@onf.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
CNPF Catherine.negriagnat@crpf.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
GRT Gaz ENE-TTU@grtgaz.com vithirvy.debes@grtgaz.com	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
Communauté de communes de la Région de Ramberviller accueil@2c2r.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
Roville-aux-Chênes mairierovilleauxchenes@orange.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
Romont mairiederomont@orange.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
Vomécourt mairie.vomecourt@orange.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
Saint-Gorgon saint-gorgon.mairie@wanadoo.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
Jeanménil mairie@jeanmenil.com	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
Brû mairie.bru@wanadoo.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.
Anglemont communedanglemont@wanadoo.fr	Email envoyé le 27 juillet. Pas de réponse.

Epinal, le **26 OCT. 2023**

Monsieur Jean-Pierre MICHEL
Maire
1 place du 30 septembre
88700 RAMBERVILLERS.

Monsieur le Maire,

Le 26 juillet 2023, la commune de Rambervillers a transmis aux services de l'État associés à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU), le projet de PLU de la commune arrêté par le conseil municipal le 20 juillet 2023.

J'ai l'honneur de vous faire part de la synthèse des remarques formulées par les services de l'État placés sous mon autorité.

En préambule, je vous informe que j'émetts un avis **favorable** sur votre dossier de PLU, sous réserve de prendre en compte les remarques formulées dans cet avis.

1 - PROJET COMMUNAL

La commune de Rambervillers appartient à la Communauté de communes de la Région de Rambervillers, dont elle est le siège.

Rambervillers s'inscrit dans la plaine sous-vosgienne, la partie la plus méridionale du plateau lorrain et s'étend ainsi de la région de Baccarat en passant par Epinal et Vittel. Région parsemée de nombreux cours d'eau, c'est la Mortagne qui s'écoule au cœur du ban communal suivant la direction sud-est/nord-ouest. L'altitude reste peu élevée puisqu'elle est comprise entre 272 et 348 mètres.

La commune polarise un large territoire environnant par les commerces, les services et les emplois qu'elle propose et se situe à environ 30 kilomètres de villes structurantes pour le département et le sud de la région Grand Est, Epinal, Saint-Dié-des-Vosges et Nancy.

Démographie et habitat

La commune atteint une population de 5096 habitants au recensement de l'INSEE de 2019.

La commune de Rambervillers a connu une forte diminution démographique au cours des dernières décennies dans la mesure où elle a perdu 1 738 habitants en moins de 50 ans, soit une diminution de 32 %. Elle compte 5 072 habitants, chiffre INSEE pour 2020.

Lorsqu'on compare les courbes démographiques de la commune et celles du département, on se rend compte que celles-ci connaissent la même trajectoire. La démographie est élevée autour des années 1970, puis la population diminue brusquement jusqu'au début des années 1990 avant de connaître une décroissance continue. Cette déprise s'accélère à partir des années 2010.

La comparaison de la pyramide des âges de 2008 et 2019 met en évidence une diminution de la classe médiane des 30-44 ans (- 3,5 points), mais également des plus jeunes, alors que dans le même temps les

classes les plus âgées gagnent en habitants. Elle met donc en évidence un vieillissement de la population malgré une part élevée des moins de 30 ans (34 % de la population).

La taille des ménages de Rambervillers diminue, conformément au phénomène de desserrement des ménages observé à l'échelle nationale. En 2019, les ménages de la commune sont en moyenne constitués par 2,1 personnes.

Le parc de logement de la commune de Rambervillers est composé en grande majorité de résidences principales (77,4 %). Toutefois, la part de logements vacants est très importante sur la commune dans la mesure où 21 % des logements sont inoccupés selon l'INSEE, essentiellement dans le centre-ville. Ce taux est beaucoup plus élevé que celui du département des Vosges qui s'élève à 11 %.

De ce fait, la commune est lauréate au dispositif de revitalisation des bourgs-centres porté par l'État et le Département en 2018 et du dispositif petites villes de demain en 2020.

Équipements et économie

En 2020, on dénombre 424 établissements actifs présents sur le territoire de la commune. Ce chiffre explique l'offre d'emplois importante sur la commune. Les établissements actifs relèvent principalement du secteur tertiaire et de l'industrie.

Des entreprises pourvoyeuses d'emploi sont présentes sur la commune, notamment EGGER PANNEAUX ET DECORS, qui compte plus de 300 salariés, mais également FILEUROPE et des supermarchés.

Un club d'entreprises a vu le jour « Rambervillers territoire d'entreprises » qui est aidé financièrement par la Communauté de communes pour sa partie logistique.

Les 424 établissements actifs de la commune offrent 2 376 emplois dont 2 161 postes salariés. Avec 1 496 actifs ayant un emploi résidant dans la commune, Rambervillers affiche un indicateur d'emploi de 171.

Cependant la commune connaît également un taux de chômage important 18 % contre 10,8 % à l'échelle du département. Et se distingue également par une part presque deux fois plus importante des « autres inactifs », hommes et femmes au foyer ou en incapacité de travailler.

L'activité agricole est également dynamique sur le territoire avec la présence de plusieurs CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole), l'existence d'un abattoir et cinq exploitations agricoles ont leur siège sur la commune dont quatre installations classées agricoles.

Patrimoine architectural et naturel

Le territoire est concerné par deux zonages d'inventaires ZNIEFF :

- ZNIEFF de type I : forêt de Rambervillers
- ZNIEFF de Type II : forêt de Rambervillers, de Charmes et de Fraize

La commune compte également un espace naturel sensible « prairies oligotrophes autour de Rambervillers ».

Orientations du Plan d'aménagement et de développement durable (PADD)

Fort des objectifs et éléments de contextualisation que fournissent les cadres des différents documents et normes de portée supérieure au PLU, la commune de Rambervillers a souhaité affirmer des ambitions de développement et plusieurs grands principes ont guidé la réflexion communale :

- maintenir la population actuelle, puis l'accroître afin de satisfaire le cycle résidentiel sur la commune,
- améliorer le cadre de vie des habitants et valoriser les atouts du territoire communal,
- valoriser les atouts économiques du territoire,
- favoriser la réqualification de l'habitat existant,
- favoriser et sécuriser les déplacements doux et répondre aux problématiques de circulation,

- préserver l'environnement et les espaces agricoles,
- limiter les impacts sur l'environnement et s'inscrire dans l'ère du numérique.

L'orientation n° 1 reste trop ambitieuse dans un contexte local et départemental de perte démographique marquée et sans gain au niveau régional, l'objectif annoncé de stabiliser puis d'accroître la population communale induit une inversion forte et totale de tendance démographique actuelle. De plus, cet objectif nécessite un portage qui va au-delà de la commune, avec une adhésion forte du territoire de l'intercommunalité. En tout état de cause, l'objectif d'accroissement de la population semble inatteignable, car il reviendrait à un taux de variation annuel de la population de + 0,7 % soit une dynamique sensiblement semblable à la commune de Strasbourg (+ 0,9 %).

Néanmoins, la traduction de cet objectif ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace agricole, naturel et forestier, et donc ne remet pas en cause l'équilibre général du projet de PLU.

2 - COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX

2.1 Compatibilité avec les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI)

En matière d'urbanisme, le SDAGE et le PGRI proposent plusieurs orientations et dispositions dont les principales ont été reprises, sous forme de grille, dans un guide de mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec le SDAGE Rhin-Meuse et le PGRI Meuse.

Les orientations principales défendues par ces schémas sont :

- la préservation de la biodiversité et des continuités écologiques,
- la non-aggravation du risque inondation et de la réduction de la vulnérabilité des territoires,
- la prévention des risques par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau,
- la lutte contre la disparition et la dégradation des zones humides,
- l'aménagement durable des territoires.

2.1.1. Prévention des risques

Le rapport de présentation énumère pages 91 à 98 les risques présents sur la commune. Globalement les risques inondations, sismiques, transport de matières dangereuses, cavités souterraines, retrait gonflement des argiles et miniers, les risques technologiques ont bien été étudiés dans le PLU. Cependant, le bruit des infrastructures routières (RD46) aurait pu être pris en compte.

La note de présentation ainsi que le règlement du PPRI « Mortagne » ont été annexés au PLU, cependant pour une meilleure compréhension du public et des usagers il serait opportun d'annexer également le plan de zonage réglementaire de la commune de Rambervillers (planches 7 à 13 du PPRI Mortagne).

2.1.2. Préservation des zones à fort intérêt naturel

Une étude des zones humides a été menée sur les secteurs présentant des enjeux d'urbanisme. Cependant, le rapport d'études mentionne les trois points suivants :

- les prospectives ont eu lieu en mai-juin 2023. Les surfaces en herbe étaient fauchées ce qui a limité les possibilités d'interprétation de la flore présente,
- du fait de la sécheresse, des difficultés ont été rencontrées pour sonder les sols à la tarière manuelle,
- deux secteurs étaient fermés, les propriétaires étant absents, ils n'ont pu être prospectés.

Ainsi l'étude zone humide connaît des manquements, qu'il faudrait compléter quand les conditions d'observations et d'intervention seront réunies. A défaut d'étude fiable validant le caractère non humide les parcelles concernées ne doivent pas être aménageables.

Concernant le règlement des zones As et Ns, afin de préserver les zones humides, il conviendrait d'interdire le drainage, la création de fossé, les travaux de comblement, affouillement et exaucement de sol, quelle qu'en soit la surface ou l'épaisseur sauf dans les cas de travaux faisant l'objet d'une autorisation administrative au titre du code de l'environnement pour permettre la réalisation d'éventuels projet de renaturation.

2.1.3. Conditions d'alimentation en eau potable et de collecte des eaux usées des secteurs à ouvrir à l'urbanisation

La compatibilité entre les ressources en eau et les besoins doit être prise en compte et intégrée au PLU.

Concernant l'infiltration des eaux pluviales, il convient d'imposer pour toutes nouvelles surfaces imperméabilisées, soit du stockage pour réguler les rejets, soit de l'infiltration.

2.2 Compatibilité avec le Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Grand Est

Outil d'aménagement du territoire instauré par la loi NOTRe, le Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires Grand Est a été approuvé par le préfet de Région le 24 janvier 2020. L'axe majeur du SRADDET est de changer de modèle à l'échelle de la région pour un développement vertueux de nos territoires. Le portail de l'artificialisation fait état d'une consommation de 7,15 ha d'ENAF sur la période 2009-2019. La compatibilité avec les règles du SRADDET est démontrée page 149 à 150. A noter que ce projet prévoit :

- de n'ouvrir aucune zone en extension pour l'habitat individuel,
- de développer des mobilités douces : voie verte entre Roville-aux-Chênes et Autrey, deux voies cyclables sont prévues dans l'OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) ainsi qu'une voie partagée, une gare routière et une aire de covoiturage,
- la trame verte et bleue est déclinée de manière locale : les réservoirs de biodiversité sont protégés par une zone N et A. Le PLU prévoit un projet de renaturation de près de 20 ha, permettant la restauration du lit naturelle de la Mortagne,
- les zones humides sont inconstructibles. Ce point sera cependant à préciser concernant l'identification des zones humides.

3 - POLITIQUES PUBLIQUES

3.1. Préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers et lutte contre l'artificialisation

Dans son PLU, la commune a fait le choix d'un développement recentré dans l'enveloppe urbaine et ne prévoit qu'un secteur d'extension urbaine de 1,48 ha destiné à accueillir un EHPAD. Une étude approfondie des capacités de densification et de mobilisation des espaces est décrite page 124 à 126 du rapport de présentation. Cette étude aboutit à un potentiel de 30 logements en dents creuses. Une étude approfondie de la vacance a également été réalisée dans le cadre de l'étude de revitalisation bourg-centre, elle aboutit à 168 logements actuellement vacants pouvant être remis sur le marché, et 76 dans le cadre de l'OPAH-RU (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain) pour répondre aux besoins de la commune.

La Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) réunie le 19 septembre 2023 a rendu un avis favorable sur le projet sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes :

- tous les espaces boisés (forêts communales ou privées) doivent être classés en Nf en tenant compte de la limite de la lisière actuelle de la forêt,

- toutes les nouvelles constructions doivent respecter une distance de recul de 30 m de la lisière de la forêt (en non pas de la limite cadastrale),
- les habitations classées en As (lotissement au centre Est de la commune) doivent être reclassées en zone A afin de permettre des extensions et annexes non possibles en zone As,
- les STECAL Ac doivent être revus afin de garder une bande tampon de 50 m minimum autour des bâtiments agricoles actuels.

3.2. Biodiversité

Trame verte et bleue

Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Lorraine a été repris dans le Schéma régional d'aménagement de développement durables et d'égalité des territoires du Grand Est (SRADDET) approuvé par arrêté préfectoral du 24 janvier 2020.

Les pages 60 à 62 et 101 à 102 du rapport de présentation traitent de cette thématique ainsi que dans le PADD à travers l'orientation « préserver l'environnement et les espaces agricoles ».

3.3. Économie d'énergie – gaz à effet de serre (GES)

L'une des politiques publiques prioritaires a trait aux économies d'énergie et à la diminution des gaz à effet de serre. Ces problématiques sont notamment liées aux besoins de déplacement et aux performances énergétiques des logements.

La commune de Rambervillers, à travers ses réflexions sur les modalités douces, mais également sur le recentrage de son habitat, participe aux objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

4 - MODALITÉS DE SUIVI

L'article L. 153-27 du Code de l'urbanisme modifié par la Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 prévoit une évaluation du PLU en ces termes : « *six ans au plus après la délibération portant approbation du PLU, (...) l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 (...). L'analyse des résultats donne lieu à une délibération (...) de ce même organe délibérant sur l'opportunité de réviser ce plan* ».

Le rapport de présentation définit page 158 les indicateurs et modalités de suivi retenus pour procéder à cette analyse. Il serait également judicieux d'ajouter à ces indicateurs le nombre d'habitant sur la commune et d'être très vigilant sur la variation des logements vacants.

5 - NUMÉRISATION DES DOCUMENTS D'URBANISME

Le PLU approuvé devra être accompagné de ses pièces numérisées. Je vous rappelle qu'il est **indispensable** que votre PLU soit numérisé selon le standard issu de la directive européenne INSPIRE (format CNIG 2017).

Ce standard est disponible à l'adresse internet indiquée ci-dessous : http://cnig.gouv.fr/?page_id=2732

Il devra par ailleurs être versé sur le Géoportail de l'urbanisme. Mes services se tiennent, le cas échéant, à votre disposition pour cette formalité.

6 - ANNEXES

Le PLU approuvé devra comporter en annexe les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain et le plan de zonage du PPRI.

7- REMARQUES

- page 154 du rapport de présentation dans tableau, modifier la phrase « réponse du PLU de Charmes » par « réponse du PLU de Rambervillers »
- page 159 : indicateur n°8 la page 132 indiquée ne semble pas correspondre, ne s'agit-il pas plutôt de la page 99
- page 6 du règlement remplacer « Pordozel » par « Padozel »

SUITES A DONNER

L'avis de l'État sur cette procédure est donc favorable, sous réserve de :

- prise en compte de l'avis de la CDPENAF,
- reprendre les prescriptions à rajouter en zone As et Ns du règlement,
- compléter le diagnostic des zones humides,
- page 55 du règlement dans l'article 1 reprendre le tableau comme suit :

destination	sous-destination	interdit	limité
Equipements d'intérêt collectif et service public	Autres équipements recevant du public	x	En zone As toutes constructions, extensions ou aménagements sont interdits s'ils ne répondent pas à un service d'intérêt collectif

La préfète
par déléation, le Sous-Préfet,
Secrétaire Général
David PERCHERON



Délégation Territoriale des Vosges

Service émetteur :

Veille et Sécurité Sanitaire et Environnementale

Affaire suivie par :

Marylène NOEL KARST, Technicienne sanitaire

Courriel :

ars-grandest-dt88-vsse@ars.sante.fr

Tél : 03 29 64 66 63

La Déléguée Territoriale des Vosges

A

Monsieur le Maire

Hôtel de Ville

Place du 30 septembre 23

B.P 79

88700 RAMBERVILLERS

EPINAL, le 05 octobre 2023

Vos réf : Votre demande du 26 juillet 2023

Nos réf : \4_Com\Rambervillers\15_Urb\230727_PLU

Objet : Porter à connaissance pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Par courriel en date du 26 juillet 2023, vous avez sollicité mes services sur le porter à connaissance pour le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de RAMBERVILLERS.

La commune souhaite ainsi mener des actions dans les domaines suivants :

- Maintenir la population actuelle, puis l'accroître afin de satisfaire le cycle résidentiel sur la commune ;
- Améliorer le cadre de vie des habitants et valoriser les atouts du territoire communal ;
- Valoriser les atouts économiques du territoire ;
- Favoriser la requalification de l'habitat existant ;
- Favoriser et sécuriser les déplacements doux et répondre aux problématiques de circulation ;
- Préserver l'environnement et les espaces agricoles ;
- Limiter les impacts sur l'environnement et s'inscrire dans l'ère du numérique ;
- FOCUS sur la redynamisation du « bourg-centre » de la région de Rambervillers.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les éléments suivants :

1/ Captages et protection de captages d'eau potable :

Mes services signalent l'existence des périmètres de protection de captages d'eau destinée à la consommation humaine suivants :

- Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée pour le forage de RAMBERVILLERS définis par l'arrêté n°693/08 en date du 14 mars 2008 et gérés par le Syndicat des Eaux de la Région de RAMBERVILLERS.

Les prescriptions qui y sont définies devront être respectées.

2/ Qualité de l'eau destinée à la consommation humaine :

Le contrôle sanitaire réalisé par l'ARS Grand Est met en évidence que l'eau desservie respecte les valeurs limites réglementaires pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés sur les unités de distribution :

- 088001592 – Syndicat des Eaux de la Région de RAMBERVILLERS

Le détail des résultats du contrôle sanitaire est accessible à l'adresse suivante :

<http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

3/ Baignade :

L'ARS n'a pas connaissance de baignade(s) déclarée(s) au titre du code de la santé publique sur le territoire de la commune. Si la commune prévoit de développer une activité de baignade, une déclaration auprès de l'ARS devra être effectuée conformément à l'article L1332-1 du code de la santé publique.

4/ Sites et sols pollués :

Le site internet géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>) recense sur la commune de RAMBERVILLERS :

- 2 secteurs d'information sur les sols (SIS) ;
- 2 sites pollués ou potentiellement pollués ;
- 51 anciens sites industriels ou activités de service.

Mes services rappellent que ces éléments doivent être pris en compte lors d'éventuels projets sur et à proximité de ces sites.

Aussi, ils vous rappellent que des contraintes particulières existent sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués et qu'il est important de s'assurer, dans le cadre des projets de réhabilitation avec changement d'usage, de la compatibilité de l'état du sol avec les usages projetés, tout particulièrement en cas de création de logement ou de bâtiments accueillant un public sensible, notamment des jeunes enfants.

Mes services vous recommandent d'inscrire les dispositions particulières liées à ce type de projet dans votre document d'urbanisme et de prévoir les zonages adaptés.

La commune de RAMBERVILLERS est située dans une zone radon dont le potentiel est de catégorie 1 (zone dont les formations géologiques sont les plus faibles en uranium). Le radon est un gaz radioactif classé dans le groupe 1 (cancérogène certain) par le Centre International de Recherche sur le Cancer. Mes services n'ont pas de recommandations particulières à émettre concernant ce risque.

5/ Aménagements urbains :

La présence de sites industriels devra être prise en compte dans l'aménagement du territoire. L'implantation des zones d'habitation à proximité devra prendre en compte les contextes météorologiques (vents dominants notamment). Mieux maîtriser et réduire l'exposition de la pollution à l'air extérieur est une nécessité compte tenu de son impact reconnu sur la santé humaine (asthme, allergie, ...).

Ainsi, il est recommandé d'appliquer des distances suffisantes d'éloignement entre les projets de constructions d'établissements sensibles ou à vocation principale d'habitat et les sites industriels déjà existants.

Enfin, dans les zones rurales, la proximité avec les bâtiments d'élevage devra également être prise en compte et notamment les contraintes qu'ils génèrent sur l'urbanisation. Des distances minimales entre les zones d'habitation et les exploitations agricoles devront être préconisées afin d'éviter de potentielles nuisances olfactives ou sonores auprès des populations riveraines mais aussi pour permettre aux élevages de se développer à l'avenir.

Afin de prendre en compte les nuisances sonores dans l'aménagement du territoire, je vous invite à consulter le guide « Plan Local d'Urbanisme et Bruit : La boîte à outils de l'aménageur » qui est disponible sur le site internet du Ministère de la Santé : <http://www.sante.gouv.fr/pour-en-savoir-plus,4646.html>.

Je vous informe qu'un guide « Pour un urbanisme favorable à la santé » édité par l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP) et destiné à l'ensemble des acteurs de l'urbanisme est accessible en ligne sur : <http://www.ehesp.fr/2014/09/16/nouveau-guide-agir-pour-un-urbanisme-favorable-a-la-sante-concepts-outils/>.

Ce guide s'attache notamment à clarifier un certain nombre de concepts et de mécanismes en matière d'urbanisme, de santé et d'environnement et peut être un outil utile à partager auprès des différents acteurs (collectivités territoriales, professionnels de l'urbanisme).

6/ Etablissements sanitaires et médico-sociaux :

Mes services signalent la présence d'établissements sanitaires et/ou d'établissements médico-sociaux sur le territoire de la commune.

La cartographie des établissements de soins est accessible à l'adresse suivante : <http://annuaire.sante.ameli.fr/>

Comme convenu entre nos services, je vous invite à insérer les données de contexte cités ci-dessus dans votre document ressource qui intègre le chapitre protection de la santé humaine.

7/ Espèces invasives :

En matière de risque allergique liés aux pollens, mes services rappellent qu'il peut être utile de prendre en compte les préconisations du guide du Réseau nationale de surveillance aérobiologique (RNSA) relatif à la végétation en ville et aux espèces allergisantes.

Jè rappelle l'obligation de respecter l'arrêté préfectoral n°2018-2071 du 20 juin 2018 relatif à la lutte contre l'ambrosie (*Ambrosia artemisiifolia* L. ; *Ambrosia trifida* L. ; *Ambrosia psilostachya* DC.) qui précise que la destruction de l'ambrosie doit être réalisée sur toutes les parcelles. Cette espèce apprécie particulièrement les voies linéaires et les terrains en friches.

Un observatoire national de l'Ambrosie a été créé afin de recenser toutes les observations de cette espèce. Les informations, qui pourraient être utilement reprises dans le rapport, sont disponibles sur le site internet du Ministère de la santé : <http://www.sante.gouv.fr/cartographies-de-presence-de-l-ambrosie-en-france-en-2011.html>

Mes services rappellent que des précautions doivent être prises en cas de travaux pour lutter contre la prolifération de ces espèces invasives.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire.

La Déléguée Territoriale des Vosges


Cécile AUBREGE-GUYOT

M. Jean-Pierre MICHEL
Maire
Mairie de Rambervillers
1, place du 30 Septembre
88700 RAMBERVILLERS

Référence
JM/AMV/RB/RH

EPINAL, le 3 octobre 2023

Dossier suivi par
Romuald BOGUENET

Objet : Avis élaboration du PLU
RAMBERVILLERS

Monsieur le Maire,

Par courriel reçu le 1er août 2023, vous avez transmis à la Chambre d'Agriculture des Vosges pour avis, le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de RAMBERVILLERS et je vous en remercie.

Vous trouverez ci-dessous nos observations sur votre dossier.

Siège Social

La Colombière
17 rue André Vitu
88026 Épinal Cedex
Tél. : 03 29 29 23 23
Fax : 03 29 29 23 60
Email : contact@vosges.chambagri.fr

Site de Gérardmer

Le Costet Beillard
376 route d'Épinal
88400 Gérardmer

Site de Neufchâteau

32 avenue du Général Henrys
88300 Neufchâteau

1. La préservation du foncier

La préservation de l'espace agricole et naturel est une priorité fixée par le législateur, qui invite l'ensemble des acteurs à réduire la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable d'Egalité des Territoires (SRADDET) impose au PLU, une réduction de la consommation foncière d'au moins 50%, à horizon 2030.

Entre 2010 et 2019, la commune a consommé 7,15 ha d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF). Attention, à ce chiffre, car il intègre les constructions agricoles qui ne sont pas à comptabiliser en consommation d'ENAF (Cf. définition du SRADDET). Des précisions à intégrer dans le rapport de présentation seraient les bienvenues.

Même en soustrayant la valeur liée aux constructions agricoles, le PLU répond parfaitement à l'objectif fixé de préservation des ENAF, avec une surface en extension d'environ 2,3 hectares. Nous soulignons le travail consenti pour arriver à ce résultat.

A noter : La parcelle BM 51 pourrait être classée en zone non constructible.



Au lieudit « *Malplanteuse* », le projet prévoit une zone UB. Toutefois, cette dernière pourrait être classée en zone N pour être cohérent avec le zonage proposé aux constructions voisines isolées.

2. Pérenniser l'activité agricole

Au-delà de cette volonté de préserver l'espace, le projet communal tient compte de l'ensemble des bâtiments agricoles et des projets de développement connus au moment de l'arrêt du PLUi. Il prévoit des zones constructibles autour de chaque site agricole.

Toutefois, ces dernières, du fait de contraintes topographiques, proximité au cours d'eau, à la forêt, une limite de constructibilité à proximité immédiate de nombreux bâtiments (impossibilité de faire des extensions par exemple) sont un frein au développement de l'activité.

D'autres solutions sont possibles. Une première consiste à agrandir toutes les zones AC avec un minimum de 50 mètres entre l'espace constructible et un bâtiment existant.

Une seconde vise à simplifier le zonage. Le projet communal reconnaît l'espace agricole par différentes zones et secteurs : A, AS AC et N. Il est tout à fait possible de fusionner le secteur A et AC, ce qui a l'avantage d'autoriser des constructions nouvelles sur un territoire plus vaste et faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs, sans avoir à opérer de modification du PLU. La zone AS inconstructible est maintenue en l'état.

3. Sur le règlement

Plusieurs constructions à usage d'habitation sans lien avec une activité agricole sont présentes en zone AS. Toutefois, le règlement n'autorise pas leurs extensions et leurs annexes. Une modification en ce sens serait la bienvenue.

Le règlement dans l'ensemble des zones N ou A et des sous-secteurs A n'autorise pas l'implantation d'abris à animaux. Pour autant, ce point est recommandé car ces constructions (maximum 150 mètres carrés, 3 côtés fermés un côté ouvert) participent au maintien de l'élevage en plein champs, en offrant un abri ou un espace de stockage de fourrage. Le règlement pourrait être modifié en ce sens.

Il semble opportun d'inscrire dans le règlement, que les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production (activité de diversification à l'activité principale) sont autorisées.



La Chambre d'Agriculture des Vosges émet **un avis favorable** au projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de RAMBERVILLERS, **dans la mesure où nos remarques puissent être étudiées et retenues**, dans le cadre de votre projet intercommunal.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes meilleures salutations.

Le Président,
Jérôme MATHIEU